

- 
- **En Birmanie et à l'étranger, la crédibilité du nouveau régime en question**
  - **En Birmanie, les militaires endossent des habits civils**
- 

### **En Birmanie et à l'étranger, la crédibilité du nouveau régime en question**

*AFP - 01/04/11*

La transition politique en Birmanie suscitait jeudi un mélange de scepticisme et d'espoir prudent, dans un pays habitué à une succession de régimes militaires depuis 50 ans et convaincu encore une fois que les uniformes ont plus changé que les dirigeants eux-mêmes. Alors que Washington affichait sa "préoccupation" et que l'ONU demandait au nouveau régime de "démontrer" la pureté de ses intentions, les Birmans s'arrachaient les journaux et découvraient un gouvernement dominé par des militaires en retraite, avec une forte présence de l'équipe sortante.

Les gens "ne pensent pas qu'il y aura des changements dans le pays car ils ont simplement changé d'uniformes", a résumé à l'AFP un chef d'entreprise. "Nous avons beaucoup d'attentes, mais peu d'espoirs". Le Conseil d'Etat pour la Paix et le Développement (SPDC), qui présidait aux destinées du pays, a été officiellement dissous mercredi. Et son chef, le redouté généralissime Than Shwe, au pouvoir depuis 1992, a renoncé à son titre de chef des armées tandis que le président Thein Sein prêtait serment.

Le rôle du dictateur sortant demeure des plus flous. Mais la Ligue nationale pour la démocratie (LND, dissoute) de l'opposante Aung San Suu Kyi, complètement marginalisée depuis qu'elle a boycotté les élections de novembre, a "pris acte de la formation du nouveau gouvernement" et exprimé le vœu "d'entamer un dialogue".

La Force démocratique nationale (NDF), fondée par des dissidents de la LND opposés au boycott, a pour sa part qualifié de "très significatif" le premier discours de Thein Sein, axé notamment sur la santé et l'éducation. "Nous pouvons voir son désir de réformes mais nous devons attendre de savoir si elles vont se matérialiser", a estimé Khin Maung Swe, patron de la NDF. L'accomplissement des réformes institutionnelles, issues de la Constitution de 2008, a accentué les divisions au sein de l'opposition entre les tenants de la confrontation systématique et ceux qui veulent composer avec l'armée, accepter ses règles et progresser au sein du système.

"Il faut s'abstenir de toute pensée rationnelle et de toute connaissance empirique pour ressentir le moindre optimisme", a persiflé Maung Zarni, expert birman de la London Schools of Economics en dénonçant des "changements cosmétiques". Mais d'autres analystes assurent qu'au totalitarisme de Than Shwe succèdera un régime autoritaire composé de plusieurs personnalités qui se contrôleront mutuellement. De quoi rendre possible une évolution, certes lente mais en rupture avec l'immobilisme des 20 dernières années.

"J'ai parlé avec mes amis et beaucoup de responsables du gouvernement espèrent des changements", a admis, sous couvert de l'anonymat, un haut-fonctionnaire. En Occident, l'expérience des revers précédents semblait elle aussi dicter la prudence. Les Etats-Unis, déçus par le dialogue avec la junte qu'ils ont initié fin 2009, se sont déclarés "préoccupés par le climat d'oppression politique".

"Les autorités birmanes ont maintenant l'opportunité et, véritablement, une obligation à l'égard de leur peuple de démontrer que ce changement est réel et qu'il représente le début de l'abandon de presque cinquante ans de gouvernement militaire", a de son côté réclamé le chef des Nations unies, Ban Ki-moon.

Seule la Chine, alliée de tous les instants, a félicité la Birmanie "pour ses efforts de promotion de la démocratie", et enjoint la communauté internationale de "créer un environnement solide" pour la croissance économique. Un appel explicite à lever les sanctions occidentales contre une junte qui, sur le papier au moins, a cédé le pouvoir.

---

### **En Birmanie, les militaires endossent des habits civils**

*Reuters - 30/03/2011*

Le chef de la junte se retire de la vie publique mais l'armée reste présente en coulisse.

C'est repu et sûr de lui que le généralissime [Than Shwe](#) tire sa révérence. L'homme qui tyrannise la Birmanie depuis 1992 se retire de la vie publique. La junte militaire qu'il dirigeait a été dissoute mercredi. Ses pouvoirs ont été transférés à un nouveau président, Thein Sein. Et il n'est plus commandant en chef des armées.

Voilà donc claironnée la «nouvelle ère de démocratie disciplinée». Les panneaux géants installés aux carrefours où le Conseil d'État pour la paix et le développement rappelait que «ceux qui tentent de détruire l'armée sont des traîtres» et qu'il fallait «écraser les éléments destructeurs» ont d'ailleurs disparu. Partout, SPDC, l'acronyme de la junte a été gommé. Le drapeau national a changé. Et le pays est devenu la «République de l'Union du Myanmar».

Mais comment imaginer que l'armée qui domine l'ensemble des institutions, de l'économie et de la société birmanes lâche prise et entame des réformes démocratiques? «Derrière le masque d'un gouvernement civil, la structure du pouvoir militaire reste en place», estime Bertil Lintner, auteur de nombreux ouvrages sur la Birmanie. La junte avait rendu à la vie civile 70 officiers pour qu'ils se présentent au scrutin du 7 novembre dernier.

Thein Sein est lui-même un ancien général de l'armée. Et selon les termes de la Constitution, le quart des sièges du Parlement a été réservé aux militaires. Confortée par sa victoire aussi suspecte qu'écrasante, la junte revendique sa mutation en un régime civil tout en conservant le pouvoir.

Quant au funeste maître de la Birmanie, il laisse une fois encore planer le doute sur ses intentions. Plusieurs analystes expliquent qu'au totalitarisme d'un seul homme va succéder un régime autoritaire dont le pouvoir sera réparti entre plusieurs mains, au sein de l'exécutif et du législatif, du parti politique créé par la junte et de l'armée.

### **Retraite dorée**

Mais en mettant en avant Thein Sein, un homme effacé et docile, qui lui doit sa carrière, Than Shwe pourrait continuer de tirer les ficelles en coulisses. À 78 ans, l'homme qui a été un expert des purges internes, aurait pris ses précautions. Dans les faubourgs de la capitale qu'il a fait sortir de la jungle et qu'il a baptisée «La demeure des rois», Than Shwe aurait fait construire seize résidences cossues réservées aux puissants. Selon les planches d'architecte que l'opposition birmane s'est procuré, devront s'installer autour de lui, Maung Aye, son ancien numéro deux, le président Thein Sein, Thura Shwe Mann, ancien général devenu président de la Chambre basse de l'Assemblée, des généraux et des parlementaires triés sur le volet. Une manœuvre pour garder un œil sur ceux qui comptent dans le pays et maintenir un contrôle total sur le nouvel ordre politique.

«Après avoir construit un Parlement qu'ils ont rempli de robots, voilà que nos généraux se condamnent eux-mêmes à la résidence surveillée», s'amuse l'opposante birmane Aye Aye Ma.

- 
- **La Birmanie suspend ses ventes de riz face aux risques au Moyen-Orient**
  - **Birmanie: le patron australien d'un groupe de presse jugé pour violences**
- 

### **La Birmanie suspend ses ventes de riz face aux risques au Moyen-Orient**

*Les Échos - 2 mars 2011*

La Birmanie a suspendu ses exportations de riz pour consolider ses réserves et anticiper le risque de hausse des cours du pétrole lié aux troubles en Afrique et au Moyen-Orient, notamment en Libye, a indiqué mercredi un homme d'affaires birman. Les négociants ont reçu l'ordre la semaine dernière de suspendre les livraisons de riz et d'annuler tous les contrats en cours, selon un cadre de la Fédération birmane des chambres de commerce et de l'industrie, qui a requis l'anonymat.

"Nous avons suffisamment de riz pour tout le pays. Je pense que les autorités sont justes inquiètes de la consommation locale, à cause de ce qui se passe en Libye", a-t-il ajouté, expliquant que le prix du carburant serait forcément répercuté sur celui des denrées alimentaires s'il venait à augmenter.

La Birmanie pourrait attendre la stabilisation de ses nouvelles institutions politiques avant de reprendre les exportations, signe que la junte regarde les événements au Moyen-Orient avec inquiétude. "Nous espérons reprendre les exportations fin juillet une fois que la situation politique sera stabilisée avec la formation d'un nouveau gouvernement", a ajouté l'homme d'affaires à l'AFP.

Les militaires, qui se succèdent au pouvoir depuis près de 50 ans, ont organisé des élections en novembre dernier, revendiquant une victoire écrasante dont l'Occident conteste vigoureusement la légitimité. Le baril "light sweet crude" est repassé mercredi au-dessus des 100 dollars dans les échanges électroniques en Asie, en raison de la poursuite des troubles au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, notamment en Libye, important producteur.

-----  
**Birmanie: le patron australien d'un groupe de presse jugé pour violences**

*AFP – 24 févr. 2011*

RANGOUN — Un bouillonnant homme d'affaires australien, seul étranger à diriger un groupe de presse en Birmanie, a comparu jeudi à Rangoun pour violences dans un dossier nébuleux qui souligne, pour les experts, l'univers imprévisible de ce pays dirigé par des militaires depuis 50 ans.

Ross Dunkley, patron du groupe Myanmar Consolidated Media (MCM) dont l'hebdomadaire Myanmar Times paraît en anglais et en birman, a comparu menotté pour violation de la loi sur l'immigration et violences sur une femme de 29 ans. Celle-ci a demandé à retirer sa plainte en arguant du fait qu'elle était enceinte et ne voulait plus se déplacer mais a essuyé le refus du ministère public. La prochaine audience est prévue le 3 mars.

L'accusé, arrêté il y a quinze jours, "sera probablement expulsé après sa condamnation", a indiqué un responsable du ministère de l'Intérieur. "Je ne sais pas ce qui se passe. J'espère être expulsé", avait déclaré de son côté à l'AFP le prévenu, cravate sombre sur une chemise blanche. Le dossier fait bien plus de bruit à Rangoun qu'une simple affaire de moeurs. Car l'Australien, forte et volubile personnalité qui tranche avec le conservatisme de la société birmane, est un acteur central de l'industrie médiatique locale, en plein boom économique malgré une vigilante censure.

Le pays est classé 174e sur 178 en matière de liberté de la presse par l'organisation Reporters sans frontières. Dunkley, qui a travaillé au Vietnam il y a des années et dirige encore aujourd'hui le quotidien cambodgien Phnom Penh Post, avait fondé MCM en 2000 avec Sonny Swe, le fils d'un ex-officier des renseignements militaires.

Mais en 2004, les services avaient été entièrement démantelés. Sonny Swe avait été arrêté et ses parts (51%) transférées à Tin Tun Oo, éditeur de MCM, "proche du ministère de l'Information" selon ses adversaires. "Les affaires (de Dunkley) ont bien marché et le journal est devenu influent, donc je pense que le régime l'a d'abord visé lui", a estimé Trevor Wilson, ex-ambassadeur australien en Birmanie et universitaire.

"Il m'a été suggéré que (les Birmans) voulaient l'expulser et prendre le contrôle du magazine gratuitement. Et si c'est le cas, ils vont probablement y parvenir". La célèbre opposante Aung San Suu Kyi, qui s'est adressée par téléphone à des journalistes à Kuala Lumpur, a pour sa part estimé que les investisseurs étrangers dans son pays "devaient réfléchir très attentivement". "Je ne suis pas certaine des raisons pour lesquelles Dunkley a été arrêtée, mais il y a une chose que je peux dire, c'est qu'il n'y a pas de liberté de la presse en Birmanie". David Armstrong, président du groupe Post Media Ltd qui publie le Phnom Penh Post et dont Dunkley est actionnaire, relève depuis le premier jour que l'affaire "coïncide avec des discussions tendues et prolongées" au sein de MCM.

"Je suis sûr qu'il n'a rien fait de mal", a-t-il assuré à l'AFP, prenant le contre-pieds de plusieurs sources officielles birmanes. Fin janvier, le respecté site internet birman en exil Irrawaddy avait déjà fait état d'une lutte d'influence entre Dunkley et Tin Tun Oo. Ce dernier n'a pas pu être joint par l'AFP. En novembre, il avait été candidat malheureux aux législatives sous les couleurs du Parti de la solidarité et du développement de l'Union (USDP), qui dispose d'une majorité écrasante au parlement.

Depuis, le régime du généralissime Than Shwe opère une série de réformes politiques accompagnées de bouleversements économiques, notamment des privatisations aux profits de proches de la junte. Jeudi,

une source proche du journal a fait état d'un "moral au plus bas dans la rédaction, à cause de ce qui s'est passé et de l'incertitude sur l'avenir".

- 
- **"Vieilles combines" contre Suu Kyi (USA)**
  - **Il faut maintenir la pression sur le régime birman**
- 

### **"Vieilles combines" contre Suu Kyi (USA)**

*AFP - 14/02/2011*

Les Etats-Unis ont jugé lundi que la junte au pouvoir en Birmanie avait recours à ses "vieilles combines" en menaçant Aung San Suu Kyi d'une "fin tragique" si elle et son parti continuaient de soutenir les sanctions occidentales contre le régime. "La Birmanie parle d'une ère nouvelle, mais elle a recours à ses vieilles combines en menaçant #AungSanSuuKyi", a assuré Philip Crowley, le porte-parole du département d'Etat, sur son compte Twitter. "Des habits neufs ne font pas forcément un homme neuf" a-t-il ajouté.

Dans un éditorial paru dans le New Light of Myanmar, le quotidien officiel de la junte, Aung San Suu Kyi a été vivement attaquée pour le communiqué sur la question des sanctions publié la semaine dernière par son parti dissous, la Ligue nationale pour la démocratie (LND). "Si Mme Suu Kyi et la LND continuent de se fourvoyer, en ignorant que la Birmanie d'aujourd'hui s'avance vers une ère nouvelle, un nouveau système et de nouvelles plate-formes politiques ouvrant la voie à la démocratie, ils trouveront une fin tragique", a indiqué l'éditorialiste dimanche.

Il y a une semaine, la LND a publié un communiqué appelant à une discussion avec les Occidentaux "en vue de l'obtention d'un accord sur quand, comment et dans quelles circonstances les sanctions pourraient être modifiées". L'opposante prenait ses distances avec les appels en faveur d'une levée des sanctions récemment lancés par plusieurs partis d'opposition et par des pays asiatiques voisins de la Birmanie.

Elle estimait que la libération de tous les prisonniers politiques était une condition sine qua non pour leur levée et affirmait, citant un rapport du Fonds monétaire international, qu'elles n'avaient que des conséquences mineures sur l'économie du pays et sur la vie quotidienne des Birmans.

---

### **Il faut maintenir la pression sur le régime birman**

*Le Monde - 16/02/11*

En demandant le 28 février 2011 le maintien des sanctions économiques à l'égard du régime birman, Aung San Suu Kyi et sa Ligue nationale pour la démocratie (LND) auront clarifié leur position sur un sujet toujours au centre de nombreuses polémiques. Certains observateurs, prêtant à la figure de référence du mouvement démocratique birman leurs propres vues, avaient pourtant affirmé que cette dernière avait "changé d'avis" sur les sanctions.

A la source de cette erreur, une lecture hâtive de la lettre qu'Aung San Suu Kyi adressait à l'homme fort de la dictature birmane, Than Shwe, le 29 septembre 2009. Elle s'y disait prête à rencontrer le dirigeant de la junte afin de travailler avec lui à la levée des sanctions. Cette offre était assortie de conditions, visant à l'évidence à pousser le régime militaire à la table des négociations. Ainsi Aung San Suu Kyi précisait-elle qu'"afin de travailler efficacement à la levée des sanctions", il fallait d'abord étudier les éventuels dommages causés par celles-ci et les motivations des gouvernements à l'origine de ces dernières. Quelques précisions auxquelles nombre d'observateurs ne souhaitèrent pas porter attention.

Pour Aung San Suu Kyi et son parti, il ne saurait pourtant être question de lever les sanctions sans qu'un progrès significatif ait été accompli par le régime birman sur le plan politique. Une question légitime est cependant posée : les sanctions pénalisent-elles la population ? Une évaluation a récemment été conduite par la LND et s'appuie notamment sur une étude du Fonds monétaire international. Se basant sur les conclusions de cette dernière, Aung San Suu Kyi déclarait que "la grande majorité des Birmans, qui travaille dans l'agriculture, n'est affectée en rien". La mauvaise situation du pays s'expliquerait

davantage par l'inaptitude de la junte en matière économique ainsi que par le "capitalisme de connivence" qui sévit en Birmanie.

Cette affirmation qu'Aung San Suu Kyi aurait évolué sur la question des sanctions n'était basée ni sur une lecture correcte de ses propos ni sur une étude de l'impact des sanctions sur la population civile. Pourquoi cette contre-vérité s'est-elle affirmé avec une telle force ?

Difficile d'abord de ne pas observer la façon dont l'opportunisme commercial revêt les atours du pragmatisme politique. Frustrés de voir des marchés leur échapper, des investisseurs occidentaux insistent sur le fait qu'exposer le régime birman aux standards éthiques de l'occident ne pourrait que favoriser l'évolution sociale et politique du pays. Les paysans birmans réduits au travail forcé au bénéfice de Total apprécieront. De même, on peut s'inquiéter des activités d'Alcatel-Lucent qui, par l'intermédiaire de l'une de ses filiales, aurait permis à la junte birmane de centraliser les moyens de communication électroniques du pays et partant de les surveiller voire de les censurer.

Outre ceux qui souhaitent l'ouverture des marchés birmans, certains observateurs défendent également l'idée que les sanctions seraient contre-productives. Non soutenues par les puissances asiatiques, ces dernières seraient incapables de faire peser sur la dictature une pression à même d'entraîner sa chute. Elles auraient en revanche pour conséquence de braquer le régime. La solution serait alors inverse : en finir avec toute pression sur la junte afin de ne pas compromettre les timides avancées en cours.

Beaucoup sont convaincus que les élections du 7 novembre 2010, farce démocratique s'il en est, constituent cependant un progrès. Une évolution de la structure du pouvoir est certes bien à l'œuvre en Birmanie. Cependant, cette évolution n'a pas pour but d'augurer une évolution démocratique mais de le faire croire. Faut-il penser que la mise en place – plutôt que l'élection – d'un nouveau parlement constitue une promesse d'ouverture dès lors que celui-ci est soumis au contrôle total d'un conseil militaire ? Aucun progrès tangible vers la démocratisation du pays n'étant encore survenu, Aung San Suu Kyi et la LND ont estimé que les conditions n'étaient pas réunies pour une levée des sanctions.

L'heure n'est pas venue de relâcher la pression sur le régime birman. En avril prochain, lors du renouvellement de la position commune européenne sur la Birmanie, la France devra appuyer le maintien et l'amélioration de la politique de sanctions économiques ciblées visant la dictature birmane. Elle doit aussi user de toutes ses ressources diplomatiques afin qu'émerge un consensus international sur la mise en place d'une commission d'enquête sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis en Birmanie.